

La remarquable politique de Trump contre la pandémie expliquée aux gens de mauvaise foi

écrit par Jack | 31 mars 2020



Superbe et incompris Président de l'Amérique

Examen attentif de ce que Trump a fait pour lutter contre la pandémie actuelle, face à de constantes agressions démocrates.

27 mars 2020 par John Perazzo

(Note de Jack : les passages en italiques entre parenthèses sont de moi. En réponse à [l'article de Julien Martel du 20 mars](#), je remercie ici le commentaire de [bm77](#) (commentaire 7). J'étais en train de réunir des documents écrits par des Américains pensant "Américain" et non "Français" et suis tombé sur cet article de John Perazzo, parfaitement mieux étayé que ce que j'aurais pu écrire moi-même. En voici donc la traduction.)

Il y a bien longtemps que les Américains n'avaient eu l'occasion de voir une distinction aussi nette entre les qualités de chef considérables de leur

président et les manœuvres politiques éhontées d'un parti d'opposition constamment en quête de pouvoir.

Revoyons exactement ce qui s'est passé dans ce pays au cours des deux derniers mois, face à la pandémie de coronavirus.

Le 29 janvier, le président Donald Trump a créé un groupe de travail à la Maison blanche sur le coronavirus afin de coordonner la réponse du gouvernement fédéral à l'épidémie et de tenir le peuple américain le plus informé possible à ce sujet.

(Trump donne une conférence de presse tous les jours et certains médias anti-Trump se plaignent qu'il soit vu beaucoup trop souvent par le peuple américain...)

À cette époque, peut-être le savez-vous, les démocrates du Congrès accordaient une attention absolument ZÉRO à la menace du coronavirus.

Ils n'avaient absolument pas tenu une seule audience, même d'un court instant, sur cette question.

Au lieu de cela, ils avaient passé les quatre mois précédents, obsédés entièrement sur un point précis : destituer le président Trump et le démettre de ses fonctions.

Le procès pour destitution était passé de la Chambre des Représentants (à majorité démocrate) au Sénat (à faible majorité républicaine).

Depuis le mois de septembre précédent, les bobines de Nancy Pelosi ("Speaker", c'est-à-dire patronne de la Chambre), Charles Schumer (tête de file des sénateurs démocrates), Jerrold Nadler (président du comité judiciaire de la

Chambre), Adam Schiff (*président du comité du service d'informations de la Chambre*) et une foule d'autres démocrates étaient devenus des incontournables sur tous les écrans de télévision en Amérique alors qu'ils salivaient à l'odeur du sang politique.

Ils ne parlaient que de destitution, leurs devoirs législatifs normaux étant parfaitement passés aux oubliettes.

Le coronavirus était, littéralement, la dernière chose à laquelle ils pensaient.

Deux jours plus tard, le 31 janvier, le président Trump a officiellement déclaré que le coronavirus était une urgence de santé publique et a décidé l'interdiction de voyager de la Chine aux États-Unis.

Le directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, le Dr Anthony Fauci, a noté plus tard que « **la décision très opportune du président de suspendre les voyages en provenance de Chine avait fortement contribué à la limitation du nombre d'infections aux États-Unis** ». « Nous avons agi tôt », a déclaré le Dr Fauci, « et il s'est avéré qu'il y avait relativement peu de cas, dans l'ensemble, en provenance de Chine. Malheureusement ... les pays européens n'en ont pas fait autant (interdiction des voyages en provenance de Chine), et ils ont été très durement touchés ... Lorsque le fardeau des infections s'est déplacé de la Chine vers l'Europe, nous avons fait la même chose. Nous avons interdit les voyages en provenance d'Europe, ce qui était encore une fois une garantie supplémentaire pour empêcher l'afflux de l'extérieur vers l'intérieur. »

Toujours selon le témoignage du Dr Fauci, la « réponse coordonnée » du gouvernement Trump à la crise, remontant «

au moment où nous avons reconnu qu'il s'agissait d'un virus », a indéniablement été « *impressionnante* ». « *Je ne peux pas imaginer que, en aucun cas, quiconque ait pu faire davantage* », a déclaré le Dr Fauci.

Mais le candidat démocrate à la présidence (*élections de novembre 2020*), Joe Biden, n'a accordé aucune valeur aux actions de Trump. Il a, bien au contraire, vu une occasion en or de donner un peu de vie à sa campagne en faisant ce qu'il fait le mieux : marquer un adversaire politique comme un fanatique incontrôlable.

.

Le 1er février, juste un jour après que Trump ait annoncé de renoncer à son voyage en Chine, Joe Biden a décrit le président comme un raciste dont le cœur était rempli de haine pour les Asiatiques :

« Il n'y jamais trop de temps pour Donald Trump à faire éclater son hystérie et sa xénophobie ; xénophobe, hystérique et alarmiste », a déclaré l'ancien vice-président. (*Joe Biden était le Vice-président de Obama*).

Ce n'est que quatre jours plus tard, le 5 février, que le procès pour destitution lancé par les démocrates a échoué au Sénat.

.

C'est le même jour que le Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis a tenu sa toute première audience sur les coronavirus.

Au cours des semaines suivantes, le président Trump a annoncé de nouvelles restrictions de voyages pour certains points chauds du monde où le coronavirus devenait de plus en plus répandu, à savoir l'Iran, la Corée du Sud et, éventuellement, toute l'Europe.

Les citoyens américains revenant de pays où les déplacements étaient et sont encore limités ont commencé à être acheminés vers des aéroports spécifiques, où ils pourraient être correctement contrôlés et, si nécessaire, isolés.

Finale­ment, en mars, le président a officiellement fermé les frontières sud et nord des États-Unis, afin d'empêcher l'afflux inutile de nouveaux cas de coronavirus en provenance du Mexique ou du Canada.

Mais pendant ce temps-là, une foule de démocrates et de leurs partisans est soudainement tombée amoureuse d'un sujet de discussion qui avait récemment été lancé par le ministère des Affaires étrangères de la Chine communiste : l'idée que Trump était en quelque sorte « raciste » pour quiconque de faire référence au coronavirus en tant que phénomène d'origine chinoise.

Joe Biden, fidèle à lui-même, s'est accroché à la propagande de Pékin et a suggéré que la décision de Trump de décrire l'agent pathogène comme un « virus étranger » ou « virus chinois » était une preuve que le président, oui vous l'avez deviné, était raciste et xénophobe.

L'ancien Ministre des Affaires étrangères de Obama, Hillary Clinton, n'a pas manqué d'y ajouter son grain de sel :

« Le président se tourne vers la rhétorique raciste pour détourner l'attention de ses échecs à prendre le coronavirus au sérieux dès le début, à rendre les tests largement disponibles et à préparer adéquatement le pays à une période de crise ». (Je n'ai pas retrouvé une vidéo relatant les multiples fois, par la chaîne CNN anti-Trump par excellence, désignant, comme le fait Trump, le virus comme "virus chinois" ou "Virus de Wuhan" et autres appellations similaires, mais de la part de CNN, bien évidemment, cela n'avait rien de raciste !)

Pour se joindre aux efforts du gouvernement Trump 24 heures sur 24 afin d'accélérer le développement des capacités de dépistage, des traitements et des vaccins contre les coronavirus, le 29 février, la FDA (*"Food & Drug Administration" – Service administratif des produits alimentaires et médicaments*) a délivré une approbation d'urgence pour le développement de nouveaux tests commerciaux du coronavirus.

Pour permettre que cet objectif soit atteint le plus rapidement possible, le président Trump a demandé à la FDA de réduire considérablement la bureaucratie qui faisait traditionnellement obstacle à une action rapide.

Pendant ce temps, le ministère de la Santé et des Services sociaux (HHS) a fourni d'importantes sommes d'argent pour accélérer la production des tests de dépistage. Trump a également émis des ordonnances d'urgence qui ont permis au HHS « de renoncer immédiatement aux dispositions des lois et règlements applicables pour donner à tous les prestataires de soins de santé une flexibilité maximale afin de faire face au virus et soigner les patients ».

Et le 16 mars, le Instituts nationaux de la Santé ont annoncé le début d'un essai clinique visant à créer un vaccin contre le coronavirus, faisant de cet évènement l'un des lancements de développement de vaccins les plus rapides de l'histoire de la médecine.

Mais hélas, Joe Biden n'était pas impressionné.

« Le gouvernement Obama-Biden avait mis en place la Direction du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche pour la sécurité sanitaire mondiale et la biodéfense », s'est-il vanté, « pour se préparer à de futures pandémies comme COVID-19 », la maladie causée par le coronavirus. « Donald Trump l'a éliminée et maintenant nous en payons le

prix ». « *Les coupes draconiennes de Trump* », a déclaré Biden, « *coûtaient désormais la vie aux gens* ».

Sans surprise, l'accusation très sérieuse de Joe Biden a attiré l'attention des médias à grande échelle.

Tant pis si c'est un mensonge éhonté.

L'ancien responsable du Conseil de sécurité nationale (NSC), Tim Morrison, qui était le directeur principal de la contre-prolifération et de la bio-défense au NSC lorsque les « *coupes draconiennes* » de Trump se seraient produites, explique que le bureau en question était simplement combiné avec d'autres dans une réorganisation qui « *n'a pas affecté le personnel de bio-défense* ».

« *Ce qui s'est réellement passé* », dit l'American Spectator, « *c'est que le président a rationalisé le NSC débordé, réorganisant certaines sections pour atteindre cet objectif. Dans ce processus, trois départements ayant à peu près la même mission ont été consolidés* ».

Tim Morrison a minutieusement exposé ces faits dans un éditorial publié par le Washington Post, où il a non seulement félicité le président pour ses efforts pour « *enfin créer une véritable responsabilité dans le vaste système de bio-défense du gouvernement fédéral* », mais également tourné en dérision les critiques pour avoir « *mal interprété ou intentionnellement déformé* » les faits concernant l'action de Trump.

Le 4 mars, le ministère de la Santé et des Services sociaux (HHS) a annoncé qu'il avait acheté 500 millions de respirateurs N95 pour le stock stratégique national.

Une semaine plus tard, le président Trump a signé un mémorandum demandant à son gouvernement de mettre des masques à usage général à la disposition des professionnels de la santé.

.
Et six jours après, le 17 mars, le ministère de la Défense, en réponse à une demande du président, a annoncé qu'il fournirait 5 millions de masques respiratoires supplémentaires ainsi que 2 000 ventilateurs spécialisés.

En réalité, le 5 mars, les Centres de services Medicare & Medicaid (CMS) ont créé de nouveaux codes de facturation pour les tests du coronavirus, afin de faciliter un suivi précis de la réponse de santé publique.

Le lendemain, le président Trump a signé une loi garantissant 8,3 milliards de dollars pour les efforts de réponse au coronavirus, de l'argent qui couvrirait les coûts de choses comme les tests en laboratoire public, les initiatives d'isolement et de quarantaine, l'assainissement des espaces publics et la recherche sur les vaccins.

Et une semaine après cela, Trump a officiellement déclaré une urgence nationale, ce qui a libéré 42 milliards de dollars supplémentaires pour financer la cause.

Mais la patronne de la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, et le chef de la minorité démocrate du Sénat, Charles Schumer, ont décidé que la meilleure façon d'aider le peuple américain à mobiliser ses énergies pour lutter contre la pandémie serait de publier une déclaration commune déclarant que « *le président Trump continue de fabriquer un chaos inutile dans son gouvernement, et cela entrave la réponse de ce gouvernement à l'épidémie du coronavirus* ».

.
En fait, afin de répondre aux besoins des entreprises américaines et de leurs employés, le président Trump a rencontré, entre autres, des dirigeants des secteurs bancaire, de l'assurance maladie, pharmaceutique, des compagnies aériennes, des épicerie et des magasins de vente

au détail.

Le 10 mars, il a exhorté le Congrès à adopter une baisse des charges sociales. Ce même jour, le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), dans l'accomplissement d'une priorité absolue pour le président Trump et son gouvernement, a annoncé de nouvelles flexibilités qui permettraient aux programmes de restauration de rester actifs même pendant la fermeture des écoles en raison du coronavirus.

Et les Centres de services Medicare & Medicaid (CMS), après avoir rencontré le président Trump et le vice-président Pence, ont annoncé que les plans Medicare Advantage et Part D pouvaient désormais renoncer aux portions des factures à la charge des patients pour les tests et le traitement du coronavirus.

Mais selon encore un autre candidat démocrate à la présidence, Tom Steyer, « *l'incompétence de Trump* » face à la pandémie s'apparenterait à « *une enseigne au néon qui dirait : Je pue à mon travail. Ouais, je suis un mannequin de Donald Trump ! Ok ?* ».

Le 11 mars, le gouvernement Trump a annoncé que des comptes d'épargne santé pourraient être utilisés pour couvrir les tests et les traitements contre le coronavirus sans frais pour les patients.

Le même jour, le président a ordonné au Département du Trésor d'autoriser les particuliers et les entreprises touchés par le coronavirus à différer le paiement des impôts qu'ils devaient.

Mais selon les mots de l'ancien gouverneur démocrate de Virginie, Terry McAuliffe, : « *Nous avons un gars à la Maison Blanche qui ne connaît rien au patriotisme, ne sait rien de l'empathie* ».

Le 12 mars, Trump a demandé au Service administratif pour les petites entreprises de mettre à disposition quelque 50 milliards de dollars de prêts à faible taux d'intérêt en cas de catastrophe pour les entreprises touchées par le virus.

C'est le même jour que Joe Biden a présenté un sujet de discussion démocrate déjà déboulonné lorsqu'il a déclaré :

« En réduisant nos investissements dans la santé mondiale, ce gouvernement nous a laissés terriblement mal préparés à la crise exacte à laquelle nous sommes confrontés ».

Joe Biden faisait référence à l'agenda de la sécurité mondiale pour la santé (GHSA), auquel les États-Unis avaient contribué à concurrence de 600 millions de dollars en 2015.

Le Washington Free Beacon explique : *« Alors que le financement initial diminuait début 2018, des rapports ont émergé suggérant que le gouvernement Trump réduirait les opérations du GHSA dans tous les pays sauf 10. Mais les coupes n'ont jamais eu lieu, et, tout au contraire, le budget proposé par le gouvernement Trump pour 2021 comprend une augmentation des crédits annuels du GHSA ».*

Biden s'est-il jamais excusé pour son mensonge prémédité et malveillant ? N'y pensez pas.

Pour Joe Biden, son mensonge sur Trump et le GHSA a atteint son objectif avec brio : de nombreux Américains qui l'ont entendu articuler le mensonge ne découvriront sans doute jamais que pas un seul mot n'était vrai.

Ils se souviendront juste du ténor à consonance urgente de la voix de Joe Biden.

Que demander de plus à un menteur congénital à vie ?

Le 12 mars également, le gouvernement Trump a accru la flexibilité des programmes d'assurance chômage, afin de permettre aux travailleurs touchés par le coronavirus d'en

bénéficiaire.

À ce stade, Hillary Clinton a décidé qu'elle pouvait élever la barre de la dignité d'État à de nouveaux sommets en tweetant sarcastiquement :

« Je sais que tout cela est difficile pour vous, @realdonaldtrump, alors permettez-moi de préciser ».

Elle a ensuite énuméré une série de mesures anti-coronavirus que, contrairement à sa fausse implication, le président Trump avait déjà adoptées.

Enfin, Mme Clinton a informé Trump qu'il pourrait mieux faire face à la pandémie de coronavirus s'il s'arrêtait, pour changer, de « se foutre » du peuple américain.

Le même jour, Lawrence O'Donnell de la chaîne MSNBC a déclaré dans les tons les plus graves :

« Davantage de personnes sont malades en Amérique ce soir parce que Donald Trump est président. Davantage de personnes sont mortes et meurent en Amérique ce soir parce que Donald Trump est président ».

Le 13 mars, le président Trump a autorisé le ministère de la Santé et des Services sociaux (HHS) à déroger à ses règles et réglementations existantes afin que les prestataires de soins de santé puissent répondre à la crise avec le moins possible de restrictions.

Ce même jour, il a ordonné au Département de l'énergie d'acheter, à un prix très favorable, de grandes quantités de pétrole brut pour la Réserve stratégique nationale. (Alors que la Russie et l'Arabie Saoudite se faisaient concurrence sur le prix du baril de pétrole, songeant peut-être à nuire à la production américaine qui suffit maintenant aux besoins du pays, Trump, dont certains oublient que c'est un homme d'affaires, a sauté sur l'occasion pour acheter au plus bas

prix possible autant de pétrole que possible pour remplir les réserves des États-Unis sans toucher à la production américaine).

Trump a également ordonné au ministère de l'Éducation de renoncer aux paiements d'intérêts sur les prêts étudiants détenus par le gouvernement fédéral.

Le 14 mars, le gouvernement a négocié une législation pour accorder des crédits d'impôt aux entreprises qui ont choisi d'accorder des congés payés aux employés touchés par le virus.

Et quatre jours plus tard, le ministère du Logement et du Développement urbain a annoncé qu'il suspendrait temporairement les saisies et les expulsions touchant les familles dont les hypothèques étaient assurées par la "Federal Housing Administration".

Mais pour Michael Bloomberg (*candidat démocrate à la présidence*), le président Trump avait complètement « échoué à se préparer à une pandémie mortelle, laissant les Américains profondément troublés ».

Le gouvernement Trump a donné à chaque État de l'Union une flexibilité accrue pour approuver la création de laboratoires de test du coronavirus ainsi que de sites de test mobiles.

Le 14 mars, il a été annoncé que l'administration travaillait avec Google pour développer un site Web conçu pour aider les Américains à apprendre les procédures de prévention du coronavirus, à déterminer s'ils avaient besoin ou non d'un test et, dans l'affirmative, où ils pouvaient en obtenir un.

Quatre jours plus tard, le gouvernement a lancé un partenariat avec l'Ad Council, divers réseaux de médias et un certain nombre de plateformes numériques pour produire

des annonces d'intérêt public sur le coronavirus.

En mars également, les Centres de services Medicare & Medicaid (CMS) ont considérablement élargi l'accès aux services de télésanté pour les bénéficiaires de Medicare, permettant ainsi à davantage de patients de consulter leur médecin à distance tout en évitant une exposition potentielle au virus.

Mais Joe Biden, dans des tons à la fois sombres et indignés, a déploré le 15 mars que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait « *offert les kits de test dont ils disposent et nous les donner maintenant* », mais Trump « *les avait refusés* ».

Malheureusement pour M. Biden, cette dernière affirmation n'était pas plus vraie que tous ses autres mensonges malveillants. Kaiser Health News cite la porte-parole de l'OMS Margaret Harris :

« *Aucune discussion n'a eu lieu entre l'OMS et les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) au sujet de la fourniture par l'OMS de tests COVID-19 aux États-Unis* ».

Le 18 mars, le gouvernement Trump a annoncé que la marine américaine déploierait bientôt deux navires médicaux pour aider à soutenir les zones touchées par le coronavirus. (C'est désormais fait, ces deux navires sont partis, l'un vers le port de New York, l'autre vers Los Angeles, deux villes démocrates dans des États à gouverneurs démocrates. Trump sépare ses vues politiques des besoins d'urgence actuels, contrairement à Joe Biden, Hillary Clinton et bien d'autres).

Le 19 mars, le président a promulgué un projet de loi visant non seulement à garantir des congés payés à de nombreux Américains, mais aussi à rendre les tests gratuits de coronavirus accessibles à toute personne dans le besoin, y compris aux personnes non assurées.

De plus, ce même projet de loi soutenait des programmes de nutrition tels que le système de bons d'alimentation.

Mais lors d'un discours au Sénat le même jour, le sénateur démocrate Tim Kaine a réprimandé le président pour s'être engagé dans des « *attaques incendiaires contre la Chine* » et « *des semaines et des semaines de tweets de mensonges et de désinformation sur le virus, alors que les dirigeants d'autres nations prenaient des mesures pour assurer la sécurité de leurs populations* ».

L'ancienne star du basket-ball Kareem Abdul-Jabbar a également pris le temps d'ajouter son fiel, condamnant « *l'échec de Trump en tant que leader* » et décrivant les partisans du président comme rien de plus que des « *membres de la secte* » qui « *suivent sans réfléchir une figure paternelle dictatoriale sévère qui leur dit quoi faire et penser. Comme, eh bien, les nazis* ».

Le 21 mars, le Service administratif des produits alimentaires et médicaments (FDA) a annoncé qu'il avait approuvé un test rapide du coronavirus qui ne nécessiterait aucune formation pour être administré et donnerait des résultats en moins d'une heure.

Le 22 mars, Trump a demandé à plusieurs constructeurs automobiles (*notamment Ford et General Motors*) de produire en série des ventilateurs pour aider à lutter contre la pandémie.

Le même jour, cependant, le maire de New York, Bill de Blasio, un autre démocrate qui avait récemment sollicité la nomination présidentielle de son parti, a accusé le président Trump de refuser de « *lever le petit doigt pour aider sa ville natale, New York, à faire face à l'épidémie de coronavirus* ». « *Je ne peux pas être plus franc* », a ajouté de Blasio : « *Si le président n'agit pas, des gens mourront qui, autrement, auraient pu vivre* ».

Dans une interview du 22 mars, l'animateur de Fox News, Mark Levin, a déclaré au Dr Anthony Fauci : « *Il y a cette déclaration publiée, par certains dans la presse, par certains dans le parti d'opposition au président, que le président n'écoute pas la science. Le président suit-il la science ?* »

Après avoir répondu que lors des réunions quotidiennes du groupe de travail sur les coronavirus, « *nous prenons toutes nos décisions et recommandations qui sont basées sur la science* », le Dr Fauci a déclaré : « *Je n'ai jamais eu de situation où j'ai dit, scientifiquement, que c'était la bonne chose à faire et où on m'a répondu de ne pas le faire. Ou je n'ai jamais dit scientifiquement que c'était la mauvaise chose à faire, et le président l'aurait fait quand même. On présente les choses au président. Il pose alors beaucoup de questions. C'est sa nature. Il pose constamment des questions et il n'a jamais, dans les multiples fois où cela s'est produit, il n'a jamais agi à l'encontre de mes conseils* ».

Et pourtant, le même jour, Jonathan Chait, du magazine New York, a publié un article intitulé « *Trump est de nouveau en guerre contre la science, au pire moment possible* ».

L'article se termine par cet acte d'accusation cinglant envers le président : « *Les professionnels de la santé publique n'ont rien d'autre à lui offrir que des faits et des données scientifiques. Ils n'ont jamais la chance d'être suivis* ».

La campagne coordonnée de mensonges et calomnies prémédités que les démocrates et leurs porte-paroles médiatiques mènent contre le président Trump depuis que le mot « *coronavirus* » est entré dans la conscience du peuple américain est obscène.

Mais il y a autre chose qu'il faut bien remarquer.

Avez-vous remarqué que même maintenant, après les dangers de mort ou de mort inhérents aux frontières ouvertes exigées par les démocrates, les politiques d'immigration de capture et de libération d'illégaux sont complètement passées aux oubliettes par la crise actuelle ; les démocrates dans la fonction publique auraient-ils décidé de ne plus aborder ces dangers ?

Avez-vous remarqué qu'ils ne se sont même pas aventurés à spéculer sur le fait que les avertissements pré-coronavirus du président Trump sur la nécessité de réglementer les frontières de notre pays étaient bien fondés et n'avaient absolument rien à voir avec le racisme ?

C'est parce que le récit démocrate ne change jamais de manière significative.

Il ne fait que des ajustements mineurs par souci d'opportunité politique.

Donc, pour le moment, il serait politiquement gênant de lier le racisme au type de sécurité frontalière qui est très évidemment une question de vie ou de mort pour de nombreux Américains.

Les démocrates ont simplement trouvé une nouvelle façon de formuler leur propre et éprouvée Charade du « *racisme* ».

Ainsi avons-nous entendu un démocrate après l'autre entonner leur dernier mantra du moment : l'idée que l'utilisation par Trump du terme « *virus chinois* » est une preuve absolue de son « *racisme* ».

Le Parti démocrate est devenu quelque chose de tout à fait diabolique.

Ses considérables énergies sont maintenant consacrées à un flux constant d'efforts frénétiques pour couvrir leurs ennemis politiques de fientes d'oiseaux rhétoriques.

Hormis cela, le parti n'a rien à offrir au peuple américain.

(2020 est une année d'élections, pour le Président, pour de nombreux Sénateurs et Représentants. Les démocrates, appuyés par la majorité des médias, font faire tout ce qui est possible, tant pis pour les "fake news" ou les mensonges éhontés, pour battre Trump... En contre-partie, Trump a bien entendu (pour le moment ?) renoncé a ses rallies qui réunissent des dizaines de milliers de personnes. On verra en Novembre si les Américains se seront laissé rouler...)

<https://www.frontpagemag.com/fpm/2020/03/americas-superb-una-ppreciated-president-john-perazzo/>

Complément de Jack

Trump avait émis l'idée de débloquer des milliards de dollars pour soutenir les entreprises, dédommager ceux sans travail par suite de la fermeture de leur lieu de travail ou de la réduction du nombre d'employés.

Les démocrates, Nancy Pelosi (le "Speaker" ou patronne de la Chambre) en tête, voulaient en profiter pour inclure dans ce projet des financements leur tenant à cœur mais n'ayant rien à voir avec la crise causée par le coronavirus.

Enfin, après de nombreux débats et un accord unanime des sénateurs, républicains et sénateurs, sur un montant d'un peu plus de 2000 milliards de dollars, Nancy Pelosi et la Chambre des Représentants ne pouvaient plus repousser leur décision.

Le vote à la Chambre aurait dû se faire le jeudi 26, mais c'était l'anniversaire de Nancy Pelosi (80 ans) et donc, l'affaire a été remise au lendemain...

Les Américains pouvaient attendre. Enfin le vendredi 27, le leader des représentants républicains, Kevin McCarthy, a dit à Nancy Pelosi :

« C'est notre responsabilité d'agir, de laisser de côté nos différences et de faire ce qu'il faut pour le peuple américain ».

Le dédommagement recherché par Trump et accepté par le Sénat a donc été finalement accordé par la Chambre et la signature de l'accord immédiatement envoyé le même jour au Président Trump qui l'a signé sans plus attendre.

https://www.breitbart.com/politics/2020/03/27/house-passes-historic-coronavirus-relief-package/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_term=daily&utm_campaign=20200327&utm_content=Final

Le résultat pour des millions d'Américains ayant un revenu imposable n'excédant pas 75 000 dollars (150 000 pour un ménage) sera l'envoi par le Service des Impôts (IRS) de chèques de 1 200 dollars par personne (2 400 pour un ménage outre 500 dollars par enfant à charge). Les chèques seront envoyés à partir du 6 avril. Outre cela, des prêts seront accordés aux entreprises pour faire face à la crise.

<https://www.washingtonpost.com/us-policy/2020/03/27/congress-coronavirus-house-vote/>

Ce déblocage de fonds, devenu loi par la signature de Trump, accordera également des milliards de dollars aux hôpitaux durement touchés par le coronavirus ainsi qu'aux États sévèrement touchés financièrement par suite de leur réponse au virus. Voir la section "Key provisions in the stimulus"

<https://www.cnn.com/2020/03/27/politics/coronavirus-stimulus-house-vote/index.html>